

STRATÉGIE ET PÉNURIE

Les nouvelles stratégies des chercheurs africains : comment s'adapter à la gestion de la pénurie

par Dominique Desjeux, Sophie Alami,
Sophie Taponier¹

Résumé

Les réflexions présentées dans cet article sont tirées d'une recherche de terrain qualitative menée auprès de plus de 150 chercheurs de toutes disciplines, (sciences de la nature, sciences de la vie et sciences de l'homme), en Afrique francophone. L'enquête porte sur leurs pratiques : comment ils mobilisent les moyens matériels et sociaux de la recherche, dans un contexte de forte pénurie, et comment la production des faits scientifiques est la résultante d'interactions sociales stratégiques et symboliques. Les chercheurs africains ont développé deux stratégies : une stratégie de "cueillette" à partir d'un thème central qui leur permet de se construire une expertise négociable auprès des financeurs internationaux, et une stratégie de "polyculture" par diversification de leurs thèmes et de leurs activités de recherche et de consultance. Un des développements possibles aujourd'hui est celui d'une recherche en réseaux internationaux en partie fondée sur la communication électronique qui permet l'échange d'information, les publications à distance et les enquêtes comparatives.

Mots-clés : Afrique, stratégies, recherche, réseau, électronique, international

Depuis les travaux pionniers de Bruno Latour et Steve Woolgar (1979) sur *La vie de laboratoire*, publiés en français en 1988, puis ceux publiés par Bruno Latour (1989), avec *La science en action*, ou avec Michel Callon (1991) sur *La science telle qu'elle se fait*, et plus généralement avec les travaux du Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI), animé par Michel Callon², il est maintenant habituel de mobiliser l'anthropologie pour comprendre les conditions sociales de la production des faits scientifiques, ainsi que la micro-sociologie pour comprendre l'importance des réseaux (M. Callon, 1989)³ dans le fonctionnement et la réception de la recherche⁴. C'est ce que nous nous proposons de présenter ici, dans le cadre d'une enquête ayant porté sur les pratiques de la recherche scientifique au Congo, au Cameroun et au Niger, en 1992⁵.

Les travaux de la sociologie des sciences peuvent être rapprochés, même s'il n'existe pas, à l'origine, de filiation entre eux, soit des travaux sur la construction des processus de décision menés autour du Centre de Sociologie des Organisations, créé par Michel Crozier au début des années soixante, et animé aujourd'hui par Erhard Friedberg (1997), mais en accordant plus d'importance aux objets techniques que dans l'analyse stratégique classique, soit des analyses en terme de production sociale du goût, de la culture ou de l'esthétique en général autour de Pierre Bourdieu (1979, 1992) et des *Actes de la Recherche*, ou ceux de Bruno Péquignot sur l'esthétique (1993), mais en insistant plus sur les interactions sociales. Ils rejoignent les travaux des économistes qui travaillent sur les conventions, comme Olivier Favereau (1997) François Eymard-Duvernay (1989), et, pour l'Afrique, Philippe Hugon (1994), ou plus généralement sur la confiance, comme Alain Peyrefitte (1995), ou ceux d'un sociologue comme Luc Boltanski (1991), associé à Laurent Thévenot (1997), sur les justifications sociales, c'est-à-dire sur ce qui, à la fois, fonde le lien social et les conditions de son fonctionnement.

Ces productions sociales sont considérées par tous comme des constructions, qu'elles soient scientifiques ou esthétiques, ou qu'elles s'appliquent à des processus de décision en organisation ou dans la vie quotidienne⁶. Ce qui peut varier, c'est la place accordée aux pratiques, aux interactions, aux intérêts, aux tensions ou aux conflits, par rapport à celle accordée aux normes de la régulation sociale, au sens, au symbolique, c'est-à-dire à une vision plus "enchantante" de la réalité.

Cette enquête sur les pratiques de la recherche scientifique en Afrique francophone s'inscrit donc dans un courant plus large, qui postule que l'action sociale en général, et la production des faits scientifiques en particulier, sont le produit d'une construction sociale. Nous cherchons donc à comprendre les pratiques des chercheurs, leurs contraintes

logistiques et leurs stratégies de réseaux, telles qu'elles sont, plutôt que telles qu'elles devraient être. Nous cherchons à comprendre les conditions sociales de production de la science, et en quoi elles conditionnent la production du vrai ou du faux, même si ce n'est pas au sociologue de dire ce qu'est le vrai ou le faux suivant chaque discipline.

C'est donc une ethnologie du quotidien et une micro-sociologie des relations sociales que nous nous proposons de réaliser au coeur de la modernité africaine, quelles que soient par ailleurs les conditions de pénurie dans lesquelles la recherche scientifique doit fonctionner aujourd'hui. C'est avant une utilisation des méthodes anthropologiques "exotiques" classiques telles que nous les avons appliquées aux sociétés rurales africaines⁷, qu'une mobilisation de l'analyse stratégique appliquée à l'étude de la diffusion des innovations dans les organisations modernes⁸, que nous avons transposées au champ de la recherche.

L'ensemble des activités de recherche que nous avons étudiées tournent autour de l'ORSTOM, et des différents instituts de recherche travaillant en Afrique francophone, aussi bien dans le domaine de la santé ou de l'agriculture que dans celui de l'hydrologie ou des sciences sociales. L'enquête porte à la fois sur des chercheurs français et africains.

Les chercheurs en Afrique, comme en France et ailleurs dans le monde, sont soumis à deux types de contraintes : celles qui sont liées à l'environnement proche du chercheur, c'est-à-dire aux bonnes ou mauvaises conditions matérielles dont il dispose, qu'elles soient liées au pays dans lequel il travaille ou à son laboratoire ; et celles issues de l'existence ou non d'un "marché" des recherches, avec une offre de bailleurs de fonds et une demande de chercheurs à la quête de financements.

La recherche : un financement entre "protection" et marché

La capacité de financement, sa régularité et sa sécurité varient suivant la place institutionnelle des chercheurs, c'est-à-dire s'ils sont salariés ou non d'un institut de recherche, et leur domaine de recherche. Ceux qui travaillent dans les sciences sociales, par exemple, ont moins de chance de trouver un financement extérieur que ceux qui travaillent sur la santé. Plus généralement en Afrique, tous pays confondus, les deux secteurs où les financements sont les plus importants sont la santé et l'agriculture (Jacques Gaillard, Roland Waast, 1988).

C'est pourquoi les chercheurs peuvent être répartis en deux groupes : ceux qui sont fortement dépendants du marché, et ceux qui sont plus protégés, parce que financés avant tout par leur institution de rattachement.

Ce clivage ne recouvre pas complètement une différence entre chercheurs africains et français. Des chercheurs français "hors statut" en Afrique peuvent "galérer" autant que des africains hors institution. Le clivage central est bien celui du rattachement à une institution. Ce que nous verrons ci-dessous, ce sont les stratégies des chercheurs africains pour tenter de compenser ce handicap institutionnel, puisque la plupart sont "hors statut".

Globalement, les chercheurs institutionnels en Afrique, comme ceux de l'ORSTOM, par exemple, ne sont pas, pour le moment, dans l'obligation de "démarcher" pour obtenir des financements extérieurs et pour pouvoir fonctionner. 92% des financements de l'ORSTOM sont issus de subventions de l'État. Les financements institutionnels leur garantissent la possibilité de mettre en oeuvre leurs projets, même si, bien évidemment, les budgets alloués ne correspondent jamais aux budgets demandés.

Cependant, parmi les chercheurs en institution, un certain nombre bénéficie de financements extérieurs. Il s'agit, pour l'ORSTOM, le plus fréquemment de chercheurs travaillant dans le domaine de la santé ou de chercheurs du département Terre, Océan, Air (T.O.A.). Ces financements extérieurs sont souvent liés à la réalisation de grosses opérations soutenues par un bailleur de fonds spécifique. Ils ne correspondent pas à une accumulation de "petits" contrats.

Dans les pays africains analysés, les bailleurs de fonds extérieurs les plus souvent cités sont : soit des institutions publiques françaises avec des crédits tels ceux du FAC (Fond d'Aide et de Coopération) ou du MRT (ministère de la Recherche), soit des institutions internationales telles l'OMS (Organisation Mondiale pour la Santé), la FAO ou la CEE, et beaucoup plus rarement des établissements privés (laboratoire pharmaceutique).

Cependant, à l'intérieur du système de financement lui-même, la compétition est très inégale dans la mesure où tous les chercheurs ne bénéficient pas des mêmes atouts. Les atouts varient en fonction de trois paramètres : la discipline, le champ d'application, et la présence d'un chercheur "leader" qui prend en charge la gestion de la recherche et qui possède une bonne capacité à mobiliser ses réseaux relationnels.

La santé et l'agronomie constituent des disciplines privilégiées, comme nous l'avons déjà noté ci-dessus. Cela s'explique d'une part, par de plus fortes, ou plus rapides, possibilités de traduction de résultats de recherche en action, et d'autre part, par l'existence de thèmes "porteurs" par rapport aux attentes des financeurs potentiels, comme la nutrition et l'environnement centrés notamment sur les problèmes de pollution, sur l'autosuffisance alimentaire et sur le développement agricole, comme les

travaux sur le manioc en Afrique Centrale par exemple, ou la lutte contre les maladies endémiques. Un atout important est donc de pouvoir faire la preuve d'une application possible, voire d'un retour sur investissement éventuel, même si tout le monde sait bien que son calcul n'est rien moins qu'évident. Il ne suffit donc pas d'être un chercheur compétent ou sur un sujet scientifiquement intéressant, il faut aussi que la recherche soit dans un champ porteur.

Mais le champ porteur ne suffit pas non plus, il faut aussi avoir accès aux réseaux internationaux, accès qui est inégalement partagé entre les chercheurs. Parmi eux, certains bénéficient de réseaux, de contacts, qui leur permettent de réaliser plus facilement les "montages" nécessaires à l'obtention de ces financements. L'origine de ce capital réseau est varié, il peut autant dépendre de l'ancienneté dans le système, que de la notoriété, que d'une capacité à saisir des opportunités. L'important est de pouvoir repérer les décideurs et leur critères de décision. Certains bailleurs de fonds s'avèrent, par exemple, plus "sensibles" à certains projets lorsque des laboratoires du Nord y sont associés. Finalement, la possibilité de trouver les partenaires nécessaires ou d'avoir accès aux informations sur les financements potentiels est extrêmement dépendante de la position qu'occupe le "chercheur-démarcheur". Celle-ci est définie non seulement par la place qu'il occupe dans le système de recherche en Afrique, mais aussi, et surtout, dans le système universitaire français et international, dans le domaine de l'expertise internationale, et plus globalement par l'étendue de ses "entrées" auprès des financeurs potentiels. Ainsi en fonction de sa discipline, des applications pratiques possibles et des réseaux de financements auxquels il a accès, le chercheur a plus ou moins de chance d'obtenir des aides financières. Ceci demande de réfléchir aux conditions, de légitimité, de visibilité, de notoriété de la recherche, qui s'organisent principalement autour des publications et des colloques¹⁰.

L'accès au marché de la recherche demande donc un ensemble de conditions qui ne sont pas à la portée de tous les chercheurs. Il ne faudrait donc pas croire que même si la pression était plus forte à l'intérieur des institutions de recherche ou des universités, tous les chercheurs pourraient obtenir des moyens de financements extérieurs : des champs entiers de la recherche seraient totalement démunis dans un système qui serait uniquement régulé par "la demande"¹¹.

Les stratégies des chercheurs africains : survie des chercheurs ou production de recherches ?

Une conclusion importante de notre enquête sur la recherche en Afrique francophone est que sans l'ORSTOM, il n'existerait plus beaucoup

de recherches proprement africaines, quelles que soient les améliorations à apporter au système de collaboration entre l'ORSTOM et ses partenaires africains.

Ce que nous voudrions montrer, ce sont les conditions de la coopération scientifique en pratique. Dans l'ensemble du contexte international, ce qui caractérise l'Afrique est l'importance de la pénurie. Cette pénurie frappe directement les chercheurs africains.

Avec la diminution des ressources financières de l'ensemble des États africains, le problème de la gestion de la recherche ne peut plus se limiter à la question de sa production et de sa qualité. En effet, quand les salaires sont assurés, ainsi qu'au moins une partie des conditions matérielles, il est possible d'évaluer la production et la qualité de la recherche. Aujourd'hui par contre, les conditions minimales de recherche, et notamment les revenus, n'étant plus assurées pour de nombreux chercheurs africains, c'est la survie même des chercheurs, qu'ils fassent ou non de la recherche, qui pose question.

a. La production de la recherche : une situation générale de pénurie

La pénurie économique actuelle frappe l'Afrique de deux façons : soit elle remet en cause des dispositifs de recherche nationaux qui existaient déjà (c'est le cas du Cameroun et du Congo) ; soit elle empêche l'émergence d'une recherche (c'est le cas du Niger). A l'intérieur de ces deux situations, les effets sur les chercheurs sont différents suivant qu'ils sont fonctionnaires ou hors statut. S'ils sont fonctionnaires, ils augmentent leur chance d'être payés, même si c'est parfois avec des retards de plusieurs mois. Cependant, dans les deux cas, les chercheurs doivent bien souvent mettre sur pied des activités économiques parallèles pour survivre : taxi, vente de pagne, etc. Dans tous les cas, les budgets de fonctionnement sont inexistantes.

Pour que la recherche nationale fonctionne, il faut que les chercheurs soient installés dans des laboratoires de l'ORSTOM, ou que des équipes de l'ORSTOM fonctionnent dans des institutions nationales ou inter-régionales. Dans ce dernier cas, la production de recherche peut être importante du fait de l'autonomie de fonctionnement vis-à-vis des lourdeurs administratives et d'une plus grande facilité pour obtenir des financements internationaux.

La recherche locale est donc entièrement dépendante dans son financement et dans son fonctionnement. Un arrêt de financement entraîne un cycle de "déflation" de la recherche. En effet, l'arrêt entraîne des coupures de courant ou d'eau, puis une détérioration du matériel, et une difficulté à stocker et à conserver l'information, processus qui fait retomber la recherche à un "niveau zéro". Faire redémarrer la production

demande alors, dans une conjoncture financière déjà difficile, une très forte dépense d'énergie.

Les chercheurs africains qui réunissent suffisamment d'atouts, c'est-à-dire posséder un doctorat, et travailler plutôt dans les sciences de la vie ou de la nature que dans les sciences sociales, peuvent développer deux stratégies de survie et de production de la recherche.

La première est une stratégie de "cueillette" : à partir d'un thème central, les chercheurs tentent de se construire une expertise négociable, auprès des financeurs internationaux notamment. L'important pour le chercheur est de montrer qu'il possède une compétence méthodologique transposable dans des domaines variés autour de son thème central. La "cueillette" consiste donc à additionner les "petits" financements obtenus de diverses sources. C'est un "bricolage" qui permet de "joindre les deux bouts", soit à titre personnel, soit en terme de production scientifique. Cette stratégie rend possible une accumulation initiale de compétences et de notoriété, qui pourra être réexportée ailleurs et favoriser une deuxième stratégie, la "polyculture".

La "polyculture" est une stratégie complémentaire à la "recherche-cueillette". Elle consiste à la fois en une diversification des thèmes mais aussi, et surtout, en un élargissement des formes d'intervention au-delà de la seule activité de recherche.

Les chercheurs africains, particulièrement au Congo et au Cameroun, plus qu'au Niger où il existe une plus faible tradition de recherche, développent trois modèles de "polyculture" : celui du chercheur "free lance" qui change de sujet au gré des appels d'offres, ou des opportunités qui se présentent ; celui de l'expert qui se positionne sur un créneau bien défini et s'efforce à partir d'un thème porteur de recherche, de devenir incontournable ; enfin, les plus nombreux "naviguent à vue". Ils fonctionnent au jour le jour, sans stratégie de carrière clairement définie.

La mise en place de ces deux stratégies passe par un certain nombre de pratiques, plus ou moins cumulatives, qui permettent de construire les bases d'une reconnaissance scientifique.

Le passage dans un laboratoire en France ou en Occident, pour préparer un DEA ou une thèse, constitue souvent l'étape clé qui permet de créer des liens qui conditionnent ensuite la participation à des contrats, puis l'obtention directe de contrats.

Une autre pratique des jeunes chercheurs, à un niveau local, est de participer à des recherches en cours à l'ORSTOM sans contrepartie rémunérée. Leur objectif est de faire reconnaître leurs compétences et si possible de participer à la co-signature d'un article.

De façon générale, la clé de la réussite des stratégies de recherche de financement tient dans la capacité du chercheur à maîtriser des réseaux de

relations dans les milieux scientifiques ou financeurs de recherches, d'études ou de consultances, ceci particulièrement dans les pays du Nord.

En effet, l'appartenance à des réseaux permet de connaître l'existence des appels d'offres, et les chercheurs deviennent petit à petit experts dans la capacité à rédiger des projets de recherche. Cependant, la recherche de moyens est une compétition inégale comme nous l'avons vu dans la première partie : l'expertise scientifique n'est pas également monnayable dans toutes les disciplines.

L'accès aux moyens de recherche dépend donc pour une part de l'aspect "porteur" du sujet de recherche, puisque, comme nous l'avons vu, les financeurs internationaux privilégient des secteurs, comme la santé et la nutrition, ou des thèmes comme l'environnement.

L'accès aux moyens de recherche dépend également de la capacité des chercheurs à entrer dans un système de don et de contre don. En effet, les chercheurs locaux entrent dans un système de troc, dans lequel ils apportent aux chercheurs occidentaux leur capacité sociale à donner accès à un terrain, en échange de quoi ils reçoivent des moyens matériels de fonctionnement.

La capacité à trouver des moyens est donc dépendante de la place que le chercheur occupe dans le dispositif général de recherche. Elle est aussi dépendante du niveau de formation et de compétences des chercheurs dans les différents pays.

L'objectif de ces stratégies, que ce soit en terme de survie ou de production de recherche, est pour les chercheurs locaux d'acquérir une visibilité, et donc à terme une notoriété qui leur permettra d'accéder aux sources de recherches ou d'études.

Pour acquérir cette visibilité, il leur faut participer à des séminaires et des colloques, et produire des publications, livres ou articles.

Le taux national de scolarisation étant encore faible aujourd'hui dans certains pays, comme au Niger par exemple, le facteur limitant est parfois la faible capacité d'écriture des chercheurs africains. Dans ce cas, une des fonctions des chercheurs de l'ORSTOM est d'assurer une aide à l'écriture ou à la réécriture. Ce facteur limitant varie suivant les pays. Le Cameroun qui a déjà une tradition ancienne de recherche est considéré comme ayant un niveau de recherche et d'écriture relativement élevé, comme le Congo du fait de sa longue tradition littéraire.

Les chercheurs locaux sont donc très dépendants des réseaux qu'ils auront su constituer au niveau local et en France notamment, à la fois en terme d'aide à l'écriture et d'accès aux publications. Cet accès conditionne leur visibilité, qui elle-même dépend de leur capacité à produire de la

connaissance scientifique, capacité limitée aujourd'hui par les conditions matérielles dans lesquelles ils travaillent.

Les conditions matérielles de la recherche n'étant plus assurées au niveau local, l'accès aux instituts de recherche internationaux en général, à l'ORSTOM tout particulièrement, devient un élément clé dans la démarche des chercheurs locaux. L'analyse des pratiques des partenaires africains a permis de montrer que les possibilités de partenariat offertes par l'ORSTOM, par exemple, passent par des circuits d'informations stratégiques, dans lesquels ces informations ne circulent pas librement. L'accès aux outils du partenariat nécessite toujours que le chercheur local ait préalablement un "contact" privilégié à l'ORSTOM, ce qui est le propre des situations de pénurie où l'information devient un produit rare et encore plus stratégique qu'en période de croissance.

En 1992, la tension autour de l'accès au partenariat était plus forte au Cameroun qu'au Congo ou au Niger. C'est le Cameroun qui avait le plus bénéficié des instruments de partenariat mis en place par l'ORSTOM, puisque près de 50 % de l'ensemble des contrats d'association de l'ORSTOM de 1989 avaient été signés au Cameroun. La diminution dans les années quatre-vingt dix du nombre de ces contrats était donc d'autant plus difficile à accepter.

Cette pénurie de moyens, qui faisait suite à une période faste, a été propice au développement d'une forte injonction paradoxale émise par les Camerounais vis-à-vis de l'ORSTOM : d'un côté, ils lui reprochaient de ne pas prendre en charge les jeunes chercheurs, et en même temps, quand la recherche fonctionnait, ils lui reprochaient d'utiliser les chercheurs locaux comme des alibis, ou de ne travailler que dans son propre intérêt.

Au Congo et au Niger, la tension autour de la question du partenariat était moins forte, soit parce que la demande des chercheurs locaux est plus faible du fait de leur petit nombre comme au Niger, soit comme au Congo, parce que l'ORSTOM est une structure autonome du dispositif de recherche nationale (la DGRST).

A travers ces tensions s'exprime la question de la capacité des dispositifs nationaux à prendre le relais de l'ORSTOM pour assurer la poursuite d'une production de recherche.

b. Continuité et reproduction de la recherche locale : peut-on inventer de nouvelles formes de financement ?

L'observation menée en 1992 a fait ressortir un fait majeur : la capitalisation de la connaissance scientifique, la continuité des programmes scientifiques et la production autonome d'un dispositif de recherche

locale n'étaient pas assurées, sauf exceptions, si l'ORSTOM n'y apportait pas son soutien direct ou indirect.

Cette situation posait à la fois problème aux "orstomiens" qui s'interrogeaient sur la finalité d'une action de formation à la recherche laquelle ne peut créer ses propres conditions de reproduction, et aux chercheurs locaux, qui vivaient souvent l'absence de continuité de certains financements de l'ORSTOM comme un abandon.

La question que se posaient donc les représentants des centres ORSTOM était de savoir comment résoudre le devenir à long terme des chercheurs locaux, notamment sur le plan du financement, que celui-ci soit fourni par les Missions françaises ou des organismes internationaux.

Pour le Congo et le Niger, où les chercheurs ORSTOM ne sont pas intégrés aux structures locales, il semble que les Missions de coopération françaises se refusent à financer directement l'ORSTOM, réservant leurs subventions à des structures locales, notamment pour favoriser l'achat d'équipement. L'effet pervers observé est que le matériel est souvent perdu parce qu'inutilisé, faute de moyens pour fonctionner. Le matériel, s'il était sous contrôle de l'ORSTOM, aurait plus de chance d'être utilisé et entretenu, mais cette solution poserait des problèmes politiques aux Missions de coopération.

Pour ce qui relève des financements internationaux, la situation est aussi difficile. Les organismes financeurs demandent souvent à l'ORSTOM de ne pas être le destinataire des ressources, mais en même temps d'en être le gestionnaire.

La question du financement montre que le partenariat pose un double problème. D'un côté "l'indépendance nationale" demande que l'aide ou la coopération scientifique soient directement négociées et gérées par les instances nationales. Mais de l'autre, la pratique montre que l'ORSTOM, organisme "étranger", joue un rôle important dans la régulation locale de l'agencement de la recherche. La légitimité nationale entre en contradiction avec une réalité de fait, la place stratégique de l'ORSTOM dans le dispositif de recherche africain.

Quelques pistes pour les sciences sociales en Afrique

Aujourd'hui, il reste au coeur du système de production de la recherche en sciences sociales, les chercheurs de l'ORSTOM et, associées de fait à ce dispositif, la revue *Politique Africaine* et les éditions Kartala dont le travail de fond n'est plus à démontrer.

Mais ce dispositif est aujourd'hui insuffisant et démographiquement vieillissant. Comme dans toutes les entreprises en Europe, ou dans les ministères, la population des *baby boomers*, celle qui a entre 41 et 50 ans, est dominante dans les instituts de recherche. Elle s'appuie sur des réseaux anciens de chercheurs africains. Le problème est de trouver des formes nouvelles et complémentaires de l'action de l'ORSTOM, qui symbolisent et assurent la permanence sans laquelle il n'existe pas de recherche cumulative. Cette action doit être adaptée aux générations montantes et à la croissance des problèmes urbains, et à la contrainte de moyens plus faibles.

Notre expérience nous montre qu'il est possible de développer des réseaux d'enquêtes sur le terrain en ville, en liaison avec les universités locales et des instituts de recherche en Afrique, avec des financements adaptés.

Le dispositif est simple et tente à la fois de moderniser les capacités d'enquête, d'accroître les compétences des jeunes chercheurs et de rendre possible la visibilité et la notoriété des recherches. Il prend la forme d'une fusée à trois étages.

La modernisation est le premier étage de la fusée. Elle passe par l'acquisition de micro-ordinateurs et par l'apprentissage de la micro-édition pour réaliser les livres et articles sous forme de "prêts-à-clicher" pour des éditeurs locaux ou pour des éditeurs à l'étranger comme l'Harmattan à Paris.

Le deuxième étage passe par la mise en place d'équipes de recherche mixtes franco-africaines, composées de jeunes étudiants français et africains faisant ensemble des enquêtes de terrain en Afrique, ou en France, pendant un à deux mois et encadrées par des chercheurs français et africains, l'ensemble relié à des centres universitaires en France et en Afrique.

Le troisième étage est celui de la valorisation. Suite à l'enquête, les résultats peuvent être publiés dans la revue *Sociétés Africaines et diaspora* dont l'objectif est d'augmenter la connaissance sur le quotidien en Afrique, ou dans la collection "Sociétés Africaines et diaspora" à l'Harmattan.

Pour terminer nous aimerions donner un exemple d'organisation qui fonctionne depuis plusieurs années, pour donner des idées aux chercheurs africains et aux financeurs internationaux.

A la Sorbonne, pour l'université Paris V, nous avons un Magistère de Sciences Sociales appliquées aux relations interculturelles qui pratique depuis de nombreuses années ce genre d'échanges avec l'Afrique, le Maghreb, l'Europe ou les USA. Le principe est que chaque chercheur ou étudiant assure le logement, et éventuellement les repas, de son homologue, chacun devant trouver le financement de son voyage. Il n'est pas prévu de *per diem* spécifique, chacun devant trouver sa propre solution.

Les langues de travail sont le français et l'anglais. Un programme d'été en anglais et en français permet l'accueil de 5 à 10 étudiants étrangers qui réalisent des enquêtes à Paris sur le quotidien et sont suivis par des chercheurs français. Les enquêtes peuvent porter sur les comportements alimentaires comparés des jeunes urbains (France, Pays-Bas, USA, Turquie, et bientôt Italie, Espagne, Malaisie), ou sur la santé (Algérie, Égypte, Thaïlande, Chine), ou sur les réseaux familiaux et sociaux (Paris, Afrique). L'objectif est de créer à terme un Observatoire qualitatif du quotidien en ville.

Conclusion

L'enquête qualitative que nous avons menée sur les chercheurs français et africains au Niger, au Cameroun et au Congo est probablement généralisable à bien des situations en Afrique francophone et anglophone. Une partie des résultats sur les réseaux, la visibilité et sur la pénurie, même si celle-ci est relative en Europe pour le centres de recherche, est tout à fait transposable au domaine de la recherche en occident. En ce sens, ce qui se passe en Afrique est d'un côté plus dramatique, mais de l'autre les chercheurs africains ont bien compris qu'il fallait changer de stratégie en développant, de façon métaphorique, la "cueillette" et la "polyculture".

De façon humoristique, ceci correspond au modèle de gestion que nous développons à ARGONAUTES, et ce que nous avons appelé le modèle de management du "zébu malgache" : un modèle plus adapté à la sécheresse et aux périodes difficiles qu'à une croissance exponentielle !

Dominique Desjeux, professeur d'anthropologie sociale à la Sorbonne (Paris V), chercheur au CERSOF (Familles et consommation)
Sophie Alami, chercheur au CERSOF, Paris V-Sorbonne
Sophie Taponier, chercheur au CERSOF, Paris V-Sorbonne

Notes

¹ Dominique Desjeux, Sophie Taponier, Sophie Alami et Isabelle Garabuan mènent leurs enquêtes dans le cadre d'une SARL, ARGONAUTES (2 rue des Portes Blanches, 75018 Paris, tél 33-(0)1 42 62 01 50 ; fax : 33-(0)1 42 62 10 02 ; email: argonaut@dialup.francenet.fr). Dominique Desjeux est directeur de la collection "Sciences sociales et société" aux PUF ; Sophie Taponier dirige la

collection "Dossiers sciences humaines et sociales" à l'Harmattan, qui est ouverte aux jeunes chercheurs et aux étudiants avancés. Sophie Alami travaille sur les organisations et dirige la collection "Santé et sciences humaines" à l'Harmattan. Isabelle Garahuau travaille sur les comportements alimentaires.

² Cf. le numéro spécial de la revue *Sociologie du travail* volume XXXVIII 3/96 sur "Recherche scientifique, innovation technique et politiques publiques", animé par Michel Callon, du CSI, Marc Maurice (Laboratoire d'économie et de la sociologie du travail) et Christine Musselin (Centre de Sociologie des Organisations).

³ Cf. l'article de Jacqueline Estrade, Pierre-Benoît Joly et Vincent Mangematin (1996) sur l'importance des réseaux et des "logiques relationnelles" qui sous-tendent les trois formes de coopération entre laboratoires de recherche publique et privée : une "logique de proximité" géographique et thématique, fondée sur des liens informels et durables, une "logique de club" plus institutionnelle et plus "étatiste", fondée sur l'intérêt général et la durée, et une logique marchande plus ponctuelle, avec un cahier de charges précis et qui dépend de la réputation et de la visibilité du laboratoire de recherche. Cette typologie est particulièrement pertinente pour le développement de la recherche en Afrique.

⁴ Ceci ne veut pas dire que cette approche soit acceptée par tous les chercheurs. Les chercheurs qui défendent une vision plus classique de l'épistémologie et de la rationalité, y sont opposés. Raymond Boudon (1994), dans *Le relativisme est-il résistible? Regards sur la sociologie des sciences*, réaffirme son opposition à "l'anthropologisation" des sciences, de l'esthétique et de la morale (p. 38), tout comme François Chazel, dans le même livre, qui s'en prend à "l'obsession du concret" (p. 290). Ceci ne l'empêche pas de défendre une très bonne enquête empirique, celle de Gérard Lemaire et Alain Gomis sur le laboratoire de recherche du professeur Juvet, spécialiste du sommeil. Le professeur Juvet (1992) est lui-même défenseur de la rationalité classique, contre toute approche qui mobiliserait la symbolique anthropologique et l'inconscient freudien. L'enjeu du débat porte sur la place qu'il faut accorder aux enquêtes empiriques, à l'inconscient et aux structures, c'est-à-dire à tout ce qui rend compte de l'action sociale en introduisant des effets de culture et de structure non intentionnels qui organisent en partie les calculs et les intentions de l'acteur.

⁵ L'enquête a porté sur près de 140 chercheurs et administratifs, sous forme d'entretiens individuels semi-directifs, et de 30 autres acteurs, sous forme d'animations de groupe. Les chercheurs appartiennent à toutes les disciplines scientifiques, sciences de la vie, sciences de la nature ou sciences de l'homme et de la société, chercheurs français ou africains, à l'ORSTOM, à l'université ou dans d'autres centres de recherche.

⁶ Cf. sur le quotidien : DESJEUX D., et *alii* (1996), et sur l'analyse stratégique appliquée aux innovations et aux décisions en Afrique SALL B. (1993), TCHAKOURA S. (1995) ou les travaux d'OLIVIER DE SARDAN.

⁷ Cf. DESJEUX D., (1987)

⁸ Cf. DESJEUX D., et *alii* (1995) ; FRIEDBERG E., DESJEUX D., (1973); FRIEDBERG E., DESJEUX D., (1973)

⁹ Cf. les travaux d'Argonautes dans le domaine de la recherche et des universités :

TAPONIER S., DESJEUX D., BERTHIER C., (1993) ; TAPONIER S., DESJEUX D., (1994) ; TATEOSSIAN P., DESJEUX D., (1995) ; DESJEUX D., et *alii* (1992) ; DESJEUX D., et *alii* (1992)

¹⁰ Notre enquête sur la communication externe de l'université Paris V montre qu'autant pour le privé que pour le public, le repérage des chercheurs les plus réputés passe par la consultation des bibliographies (DESJEUX D. et *alii*, 1992). Ce qui varie suivant les disciplines, c'est l'importance accordée aux revues ou aux livres dans le déroulement des carrières. Dans les sciences de la vie et de la nature, en économie et en psychologie, les articles jouent un rôle prépondérant, et le livre est plutôt de l'ordre de la vulgarisation, et signifie que la carrière est déjà bien assurée pour le chercheur. En sociologie, en anthropologie ou en histoire, les livres jouent un rôle dès le début de la carrière, même s'il n'est pas toujours bien vu par les commissions scientifiques de publier un livre trop tôt.

¹¹ Ceci n'est pas une critique de la recherche sous contrat qui part d'une demande extérieure, par rapport à celle qui serait seulement définie par le chercheur, bien au contraire. La recherche sous contrat est une des conditions de la dynamique de la recherche du fait même qu'elle oblige le chercheur à sortir des domaines connus. Mais c'est une critique d'une position libérale qui ne prend pas en compte l'inégalité des atouts.

Bibliographie

- BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 381 p.
- BOUDON Raymond, CLAVELIN Maurice, (éds), 1994, *Le relativisme est-il résistible ? Regards sur la sociologie des sciences*, Paris, PUF, 322 p.
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 670 p.
- BOURDIEU Pierre, 1992, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 481 p.
- CALLON Michel (éd.), 1989, *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 285 p.
- CALLON Michel, Latour Bruno, (éds.), 1990, *La science telle qu'elle se fait*, Paris, La Découverte, 389 p.
- CALLON Michel, MAURICE Marc, MUSSELIN Christine (éds.), 1996, "Recherche scientifique, innovation technique et politiques publiques", *Sociologie du Travail* volume XXXVIII 3/96
- DESJEUX Dominique, BERTHIER Cécile, JARRAFLOUX Sophie, ORHANT Isabelle, TAPONIER Sophie, 1996, *Anthropologie de l'électricité. Les objets électriques dans la vie quotidienne en France*, Paris, L'Harmattan, 220 p.
- DESJEUX Dominique, TAPONIER Sophie, ALAMI Sophie, 1995, "L'itinéraire d'une évaluation par des chercheurs en sciences sociales", *Les Cahiers du Management*, Paris, Ministère de l'Équipement, octobre, n° 14, pp 21-28
- DESJEUX Dominique, TAPONIER Sophie, ALAMI Sophie, 1992, *Étude de la communication interne à l'Université René Descartes (Paris V)*, Paris, ARGONAUTES, 130 p. (multig.)
- DESJEUX Dominique, TAPONIER Sophie, ALAMI Sophie, FAVRE Isabelle, 1992, *Étude de la communication externe de l'université René Descartes (Paris V)*, Paris, ARGONAUTES, 120 p. (multig.)
- DESJEUX Dominique, ORHANT Isabelle, TAPONIER Sophie, 1991, *L'édition en sciences humaines. La mise en scène des sciences de l'homme et de la Société*, Paris, L'Harmattan, 238 p.
- DESJEUX Dominique, 1987, *Stratégie paysanne en Afrique Noire : le Congo, essai sur la gestion de l'incertitude*, Paris, L'Harmattan, 247 p.
- ESTRADE Jacqueline, JOLY Pierre-Benoît, MANGEMATIN Vincent (1996), "Dynamique des relations industrielles dans les laboratoires d'un grand organisme public de recherche: coordination, apprentissage, réputation et confiance", *Sociologie du Travail* volume XXXVIII 3/96, pp. 391-407
- EYMARD-DUVERNAY François, 1989, "Convention des qualités et formes de coordination", *L'économie des conventions, Revue économique*, mars, pp. 329-350

- FAVEREAU Olivier, 1997, "Approche de la décentralisation par l'économie des conventions", Joëlle AFFICHARD, *Décentralisation et coordination : les principaux modèles d'analyse*, Paris, L'Harmattan (à paraître)
- FRIEDBERG Erhard, DESJEUX Dominique, 1973 a, *Le système d'intervention de l'État en matière industrielle et ses relations avec le milieu industriel*, AUDIR, Micro-Hachette, Paris, 96p. (réédition sous presse)
- FRIEDBERG Erhard, DESJEUX Dominique, 1973 b, *Le ministère de l'industrie et son environnement*, Paris, AUDIR, Micro. Hachette, 61 p. (réédition sous presse)
- FRIEDBERG Erhard, 1997, "Les repositionnements induits par la décentralisation et le développement des partenariats : approche par la sociologie de l'action organisée", Joëlle AFFICHARD, *Décentralisation et coordination : les principaux modèles d'analyse*, Paris, L'Harmattan (à paraître)
- GAILLARD Jacques, WAAST Roland, 1988, "La recherche scientifique en Afrique", *Afrique contemporaine, La Documentation Française*, n°148, pp. 3-30
- Hugon Philippe, Pourcet Guy, Quiers Valette S. (éds.), 1994, *L'Afrique des incertitudes*, Paris, PUF
- JOUVET Michel, 1992, *Le sommeil et le rêve*, Paris, Odile Jacob, 220 p.
- LATOUB Bruno, WOOLGAR Stève, 1988, *La vie de Laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 300 p.
- LATOUB Bruno, 1989, *La science en action*, Paris, La Découverte, 451 p.
- PEQUIGNOT Bruno, 1993, *Pour une sociologie esthétique*, Paris, L'Harmattan, 267 p.
- PEYREFITTE Alain, 1995, *La société de confiance*, Paris, Odile Jacob, 556 p.
- TAPONIER Sophie, DESJEUX Dominique, BERTHIER Cécile, 1993, L'ENITA de Bordeaux : *création et développement du laboratoire "système d'information"*, Paris, ARGONAUTES, 76 p. (multig.)
- SALL Babacar, 1993, *De la modernité paysanne en Afrique Noire. Le Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 255 p.
- TAPONIER Sophie, DESJEUX Dominique, 1994, *Informatique, décision et marché de l'information en agriculture. Anthropologie de l'innovation : des logiciels d'aide à la décision aux systèmes d'informations géographiques*, Paris, L'Harmattan, 380 p.
- TATEOSSIAN Pascal, DESJEUX Dominique, 1995, "L'image des chimistes", in BRAM G., FUCHS A. et alii, 1995, *La chimie dans la société. Son rôle, son image*, Paris, L'Harmattan, pp. 49-66
- TCHA-KOURA Sadamba, 1995, *Formation d'une élite paysanne au Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 205 p.
- THEVENOT Laurent, 1997, "Tensions, critiques et compromis définition du bien commun : l'approche des organisations par l'approche des justifications", Joëlle AFFICHARD, *Décentralisation et coordination : les principaux modèles d'analyse*, Paris, L'Harmattan (à paraître)
- VINCK Dominique, 1995, *Sociologie des sciences*, Paris, Armand Colin, 292 p.